

Emmanuel Macron, plus que jamais président des riches

 mediapart.fr/journal/france/130918/emmanuel-macron-plus-que-jamais-president-des-riches

13 septembre 2018 Par [Romaric Godin](#)

Le président de la République s'est penché sur la très grande pauvreté. Mais outre un jeu de bonneteau budgétaire, le chef de l'État a surtout confirmé son attachement à une politique génératrice d'inégalités.

L'annonce du plan de lutte contre la pauvreté était la dernière (et énième) tentative d'Emmanuel Macron pour se débarrasser de cette image de « *président des riches* » qui plombe indéniablement son quinquennat depuis l'été 2017. Cette fois, c'était promis, le chef de l'État allait se pencher sur les misères de son peuple et, pour reprendre le titre de l'essai paru en 1844 du futur Napoléon III, « éteindre le paupérisme ». Toutes les cordes de la rhétorique compassionnelle, de la dénonciation du « *scandale de la pauvreté* » à la « *grande leçon* » que donnent les pauvres aux autres ont été déployées pour l'occasion. Mais qu'en est-il en réalité ?



Emmanuel Macron lors de la présentation de son plan pauvreté. © Reuters

A priori, l'enveloppe paraît non négligeable : 8 milliards d'euros, soit 2 milliards par an. Mais il faut immédiatement placer un chiffre en face de celui-ci : les trois milliards d'euros par an que l'État va économiser par la baisse de la valeur réelle (y compris l'inflation) des allocations sociales et des pensions. Parallèlement, la réactualisation de la revalorisation des aides personnelles au logement va réduire les versements de 1,7 milliard d'euros. Autrement dit, pour financer la lutte contre la pauvreté, le gouvernement va piocher dans les revenus des personnes un peu moins pauvres. La redistribution ne s'opère qu'à

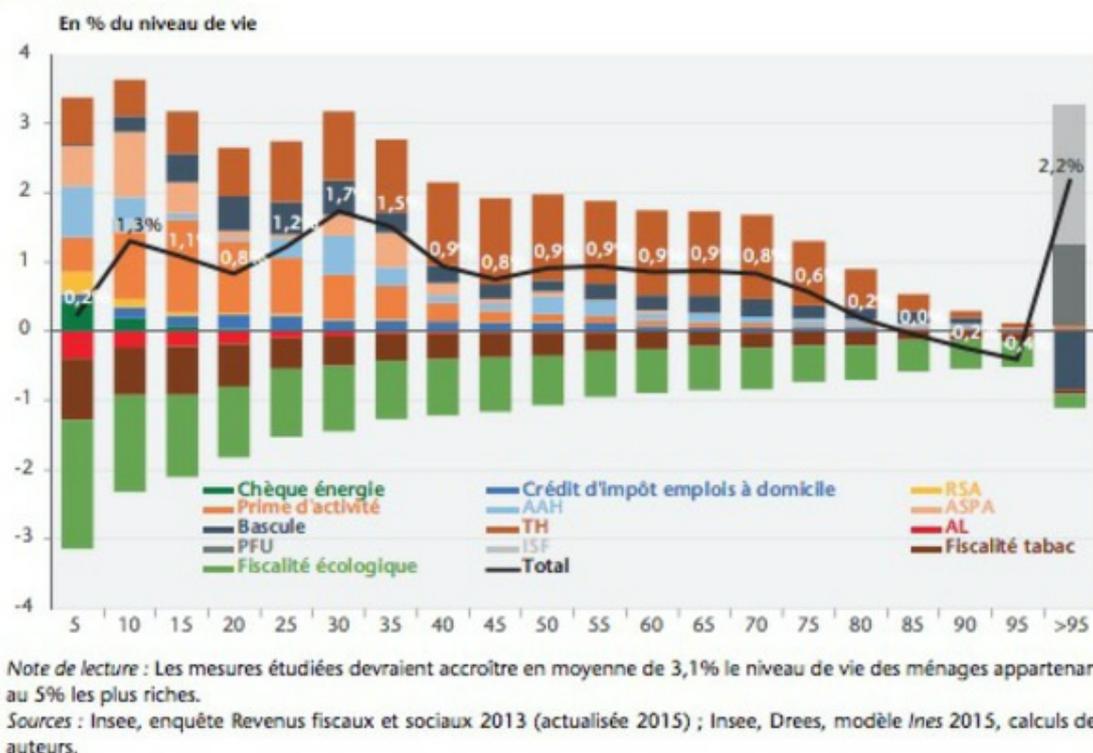
l'intérieur des classes populaires. Et il est même possible que certains bénéficiaires des mesures annoncées ce jeudi soient aussi les victimes des décisions budgétaires du gouvernement.

Ces 2 milliards d'euros par an ne peuvent donc pas s'entendre comme étant des mesures de redistribution en net et quand ils le seraient, ce serait une redistribution à l'intérieur de la partie la plus basse de la société. Il en va de même du fameux « *revenu universel d'activité* » qui sera mis en place en 2020. Une récente étude a montré qu'une telle création baisserait les revenus de 3,5 millions de foyers et augmenterait ceux de 3,3 millions de foyers. Les premiers paieront ainsi pour les seconds... Un autre exemple ? Les 100 000 « *contrats d'insertions par l'activité* » sur le quinquennat sont mis en avant dans ce plan alors même que l'année 2019 sera celle de la suppression de 100 000 emplois aidés (en un an) après la suppression de 130 000 en 2018...

C'est donc un jeu de bonneteau budgétaire auquel le gouvernement se livre où la priorité mise sur l'extrême pauvreté est financée par la contribution des personnes un peu moins malchanceuses. Ce que propose Emmanuel Macron, c'est donc un écrasement des différences en bas de l'échelle sociale et une explosion des inégalités avec le haut de cette échelle sociale. Car, alors que l'on se livre à ce tour de passe-passe budgétaire sordide, l'argent public va couler à flot pour les plus aisés et les entreprises.

La suppression de l'ISF continue d'augmenter de quelque 16 milliards d'euros sur le quinquennat les ressources des ultra-riches qui peuvent aussi désormais compter sur le « bouclier fiscal » du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital (environ 9 milliards d'euros sur le quinquennat). De plus, 38 milliards d'euros, soit près de vingt fois le montant prévu par le plan pauvreté, vont être versés au titre du CICE et des baisses de cotisations l'an prochain aux entreprises, sans demande de compensation et alors que le taux de l'impôt sur les sociétés continue de baisser.

Graphique 5. Impact des mesures socio-fiscales du budget à l'horizon fin 2019 (par rapport à 2017)



Impact des mesures socio-fiscales du budget à l'horizon fin 2019 (par rapport à 2017). © OFCE

La politique économique et budgétaire d'Emmanuel Macron est donc plus que jamais une machine à creuser les inégalités. L'OFCE avait largement documenté les effets néfastes de cette politique sur les inégalités, même après prise en compte des mesures tardives en faveur des ménages : fin 2019, les revenus des plus riches augmentaient de 2,2 % par rapport à 2017 et ceux des plus pauvres de 0,2 % (avant l'effet du quasi-gel des transferts sociaux). Les ordonnances sur le code du travail, et les réformes qui les ont précédées, font pression sur les salariés pour qu'ils acceptent des rémunérations plus faibles. Selon les chiffres du ministère du travail, rien que pour les entreprises de moins de 50 salariés, 946 accords ont été signés, et pour 90 % d'entre eux afin d'obtenir des augmentations de temps de travail ou des réductions salariales. Trente-sept ruptures conventionnelles de contrats de travail ont été validées et 17 autres sont en cours de validation pour un nombre de salariés que le ministère refuse de communiquer. Tout cela pèse sur le niveau et les conditions de vie des salariés. Et on en a vu les effets directs macroéconomiques avec une croissance des salaires du privé de 1,4 % au premier semestre, soit une baisse réelle. Parallèlement, les CDD de moins d'un mois se multiplient.

Alimenter le marché avant tout

Sortir de la grande pauvreté pour aller vers la précarité et la pauvreté relative en travaillant : voilà le choix que propose Emmanuel Macron. On dira que « c'est mieux que rien » et cela le serait effectivement si le choix était entre cette politique et rien. Mais ce n'est pas le cas, puisque l'action redistributive de l'État est fortement freinée et que, par ailleurs, la politique de transferts massifs aux entreprises peine à créer suffisamment

d'emplois. Car pour s'insérer par l'emploi, il faut qu'il y ait de l'emploi. Or, malgré les flots d'argent se dirigeant vers les entreprises et la suppression de l'ISF au 1^{er} janvier, les créations d'emplois ont fortement ralenti au deuxième trimestre 2018.

Mais le chef de l'État ne change rien. Il a redit qu'il « *tenait* » à « *cette image de premier de cordée* ». « *Tirer sur la corde pour qu'il aille moins vite n'aidera pas les autres qui sont en bas* », a-t-il martelé. Étrange image : en allant plus vite alors que ceux qui sont en bas n'avancent pas, le premier de cordée risque d'emporter l'ensemble des grimpeurs. Et dans ce cas, il faut impérativement le ralentir ! Mais Emmanuel Macron voit les choses autrement, il pense que, plus vif, le premier de cordée est capable, tout seul, d'aller vite et ainsi de faire monter tout le monde. Toute la pensée sociale du président de la République est ici résumée : l'impôt redistributif est un fardeau qui empêche la création de richesses, laquelle ruisselle ensuite vers le bas de l'échelle sociale. Et toute l'erreur du chef de l'État est précisément dans l'erreur de cette image à laquelle il tient tant.

Évolution des inégalités dans plusieurs pays développés. © Our World In Data

Car tout tend à prouver qu'effectivement, une politique de croissance fondée sur l'affaiblissement de la redistribution est hautement dangereuse. Le cas suédois, tant prisé par ailleurs par l'hôte de l'Élysée, en est un exemple frappant : la politique de la droite menée en 2006 à coup de baisses d'impôts sur les hauts revenus et de *flat tax* sur les revenus du capital a mené à une explosion des inégalités qui inquiète jusqu'à l'OCDE et se reflète dans la situation politique de ce pays.

Si Emmanuel Macron persévère malgré tout dans cette voie, ce ne peut être qu'en raison de sa structure idéologique. Celui qui aimait tant à se présenter comme pragmatique refuse de constater ce fait avéré depuis trente ans : l'enrichissement global d'une société qui s'accompagne d'un creusement des inégalités est nuisible non seulement à l'économie mais aussi à la cohésion sociale. Il pense, lui, que cet enrichissement profitera *in fine* à tous dès lors que chacun souhaite participer à l'activité, autrement dit veut travailler.

En conséquence, c'est moins la pauvreté en tant que telle qui intéresse Emmanuel Macron que la création d'un socle minimum permettant à chacun d'être en capacité de participer au marché du travail. Tout devient alors cohérent : on peut prétendre lutter contre la grande pauvreté et faire les poches des retraités et des bénéficiaires d'allocations sociales. Ce qui compte, c'est que les pauvres puissent entrer sur le marché. Lequel, en tant que révélateur de la vérité, fera de ces gens ce qu'ils méritent d'être : travailleur pauvre ou « Mozart » (pour reprendre l'image du président de la République). L'assignation de destin est remplacée par la libre concurrence sur le marché du travail.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : au-delà de quelques rares « Mozart » qu'on pourra toujours arborer comme des trophées, l'essentiel des gens qui sortiront de la grande pauvreté demeureront dans la pauvreté relative où ils rejoindront des gens un peu plus pauvres qu'avant. Et ils travailleront pour des gens de plus en plus riches. Car ainsi va la concurrence libre et non faussée, et partout où cette politique a été mise en place, la pauvreté a progressé. Et cela sera d'autant plus vrai qu'en France, par la prime d'activité et la baisse des cotisations centrées sur le Smic, on entretient des créations d'emplois

centrées sur les bas salaires. Et si, de plus, il n'y a pas assez de création d'emplois, il ne restera plus qu'à partager la misère. Pour réduire vraiment les inégalités, il faut plus de redistribution entre les classes sociales, pas moins comme le propose le gouvernement.

Le projet présidentiel est donc pleinement cohérent, c'est un projet profondément néolibéral au sens strict du terme. L'État est là pour permettre un fonctionnement parfait du marché : d'un côté, il augmente les profits des entreprises et les revenus des plus riches pour provoquer des embauches, de l'autre, il crée la participation de tous au marché du travail. D'où cette priorité donnée à la lutte contre la très grande pauvreté pour permettre à ces personnes de revenir vers le marché du travail. La pensée néolibérale est un libéralisme de règles où s'applique souvent la contrainte afin de permettre au marché de jouer son rôle. Et c'est bien là la vision présidentielle qui a accompagné son (faux) « *revenu universel d'activité* » d'une obligation de travail ou d'activité. Autrement dit, désormais le pauvre ne sera digne d'être secouru que s'il accepte de participer au marché du travail.

Richard Nixon, président des États-Unis d'Amérique de 1969 à 1974.

En cela, Emmanuel Macron reprend la vieille idée du « *workfare* » popularisée par Richard Nixon en août 1969 et qui conditionne au travail les allocations sociales. C'est aussi le but de la revalorisation de la prime d'activité : récompenser ceux qui ont trouvé leur place dans le marché. Comme l'ancien président étasunien, Emmanuel Macron pourrait dire : « *ce dont nous avons besoin, c'est moins de welfare et plus de workfare* », autrement dit moins d'allocations sociales inconditionnelles et plus d'allocations soumises à l'activité. Cette vision s'appuie sur une individualisation des responsabilités.



Nul n'est dans la grande pauvreté par hasard, c'est forcément le fruit d'un refus du travail ou d'une inadaptation au marché. L'État se doit, avec autorité s'il le faut, de corriger ce qui est perçu comme une entrave au bon fonctionnement du marché.

Lentement mais sûrement, Emmanuel Macron continue donc de miner de l'intérieur le système social français pour intégrer le pays dans l'ordre néolibéral. Son adversaire, c'est plus que jamais la solidarité nationale et la redistribution. Ces deux piliers qui ont pourtant permis à la France de résister à la crise et de maintenir un niveau d'inégalités qui, partout, se creusait. Là encore, l'OFCE a récemment bien documenté cette réalité. La lutte contre la pauvreté n'est donc pour Emmanuel Macron qu'un prétexte au déploiement de son offensive idéologique contre l'État social français. Plus que jamais, ce président reste celui des riches et des inégalités.